



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

GOUVERNANCE

N° : 2024-10-52

Nombre de membres composant

le Conseil Municipal : 33

Membres en exercice : 32

L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE, LE DIX-HUIT OCTOBRE

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation :

12 octobre 2024

Date d'affichage :

12 octobre 2024

VOTE :

VOTE :

Pour : 19

JM. GENESTIER

C. RATEAU

M. CHARNI

MT. CORDONNIER

D. GERVAIS

S. BEAUFREMEZ

A. SONRIER

M. BARRIERE

M. LAMBLIN (Pvr B. CACACE)

G. MINELLI

N. REDON

S. EGOUNLETI

T. VAUTRIN

S. CAUDRON (Pvr S. BEAUFREMEZ)

J. PAIGNON

O. BELLATON

M. ROUBY

B. CACACE

D. BELOT

Abstention: 0

Contre : 10

C. RAOULT - S. LADISA (Pvr C. RAOULT) – PM. SALLE ne prennent pas part au vote.

Présents : Jean-Michel GENESTIER, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Michel BARRIERE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Gilbert MINELLI, Michel NUGUES, Patricia BIZOUERNE, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Thomas VAUTRIN, Nathalie RIBEMONT, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Corinne RAOULT, Michel ROUBY, Patricia DJOSSOUVI, Jocelyne PAIGNON, Olivier BELLATON, Bernard CACACE, Didier BELOT, Lydia TCHARLAIAN, Pierre-Marie SALLE

Absents et représentés : David PEREIRA (pouvoir à Lydia TCHARLAIAN), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Marc LAMBLIN (pouvoir à Bernard CACACE)

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

MODIFICATION DU NOMBRE D'ADJOINTS

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

NOTE DE SYNTHÈSE :

Par délibération du Conseil municipal n°2024-03-21 en date du 23 mars 2021, le nombre d'adjoints est fixé à ce jour à six.

Afin de permettre une meilleure répartition des délégations, il convient de créer un poste supplémentaire d'adjoint.

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20241028-2024-10-52-DE
Date de réception préfecture : 28/10/2024

Conformément à l'article L 2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « Le Conseil Municipal détermine le nombre des Adjoints au Maire sans que ce nombre puisse excéder 30 % de l'effectif légal du Conseil Municipal. »

L'effectif de l'Assemblée délibérante étant de 33 membres, le nombre d'Adjoints ne peut excéder 9.

Il est donc proposé de fixer le nombre d'adjoints au Maire à sept.

VU les articles L2122-1 et L2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales portant élections des maires-adjoints,

VU le renouvellement général des Conseils Municipaux les 20 mars et 28 juin 2020,

VU l'article 10 de la Loi n°2020-290 modifiée par l'article 3 de la Loi n°2020-790,

VU les Délibérations n°2020-07-007 et n°2020-07-009 en date du 5 juillet 2020 portant, respectivement, élection du Maire et des Adjoints,

VU la Délibération n° 2021-11-043 en date du 22 novembre 2021 modifiant le nombre d'adjoints,

VU les Délibérations du Conseil Municipal n°2021-11-044 en date du 22 novembre 2021, n°2022-04-22 en date du 14 avril 2022, portant élections d'adjoints

VU les délibération n° 2022-10-48 et 2022-10-49 en date du 10 octobre 2022 portant élection de deux nouveaux maires adjoints,

VU la délibération n° 2022-10-47 en date du 10 octobre 2022 portant sur la modification du tableau des adjoints,

VU les délibération n° 2022-10-48 et 2022-10-49 en date du 10 octobre 2022 portant élection de deux nouveaux maires adjoints,

VU la délibération n° 2024-03-21 en date du 23 mars 2024 portant sur la modification du tableau des adjoints et la modification du nombre d'adjoints,

CONSIDERANT l'avis de la Commission Vie municipale réunie le 9 octobre 2024,

LE CONSEIL MUNICIPAL APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE :

ARTICLE 1 : MODIFIER le nombre d'adjoints au Maire pour le porter à sept.

Ainsi fait et délibéré en séance le jour, mois et an
susdits (au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Michel GENESTIER,
Le Maire



La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent. Après de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.